

WEEK-END AUX URGENCES DE L'HÔPITAL MOHAMED-BOUDIAF

Les malades face au malheur appelé «Urgences»

Le 3 avril 2008, à 22 heures, une patiente souffrant d'occlusion intestinale est admise aux urgences de l'hôpital de Bouira. Sur place et bien que souffrante, la pauvre malade n'a eu droit à la visite du chirurgien de permanence qu'à 2 heures du matin, celui-ci étant absent pendant tout ce temps.

Après avoir ausculté la malade, et pour des raisons qu'on ignore encore, le chirurgien n'a pas ordonné immédiatement l'opération, comme le diagnostic l'exigeait, mais seulement quelques calmants avant de disparaître.

Le lendemain à 8 heures, après la relève, l'autre chirurgien qui le remplaçait en a fait de même en ignorant ou en sous-estimant le danger qu'encourait la malade qui souffrait atrocement. La patiente, qui endurait des souffrances depuis 20 heures, décéda à l'hôpital le même jour à 16 heures.

Quelques jours plus tard, le frère de la défunte, qui a porté l'affaire en justice, a alerté la presse locale qui s'est fait l'écho de cette négligence grave.

Le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière, qui a diligenté une commission d'enquête, a pris des mesures immédiates en suspendant de leurs fonctions les deux chirurgiens. La décision finale, quant au sort à réserver à ces deux chirurgiens, auteurs de cette négligence ayant entraîné mort d'homme, n'est toujours pas connue.

Ce qui s'est produit au niveau de l'hôpital de Bouira — la commission ministérielle a vérifié la véracité des faits sur place, devait, pensions-nous, inciter les responsables et le

personnel médical et paramédical à se ressaisir et à agir en professionnels. Hélas, les choses ont presque empiré.

Jeudi 6 novembre 2008, dans l'après-midi, nous nous sommes déplacés à cet hôpital, accompagnés d'un malade.

D'entrée, nous avons relevé l'absence de personnel médical à la réception des urgences : ni infirmiers, ni brancardiers. Personne. Le portail ouvert, un froid glacial sévissait à l'intérieur.

Au niveau du hall d'une cinquantaine de mètres, seul, je me débrouillais avec mon malade qui arrivait à peine à marcher. Sur ma gauche, trois infirmières étaient, absorbées par leurs discussions. Sur ma droite, un agent de sécurité me signalait du doigt la direction que je devais prendre.

Face à moi, quelques infirmiers accouraient et, derrière moi, d'autres malades me suivaient. Il y avait un jeune avec un doigt ensanglanté et bandé, épaulé par un autre jeune. Puis un autre jeune accompagnait un petit garçon, sûrement son frère, qui clopinait. Il présentait près de la rotule un grand abcès ouvert.

C'était pénible de voir ce garçon souffrir. A ce moment, mon compagnon, qui souffrait lui aussi, venait de s'affaler sur mon épaule

comme pour me rappeler son malheur, en supportant la marche forcée sur ce long corridor que nous devions parcourir pour parvenir au bout, c'est-à-dire là où le médecin est censé se trouver.

Que faisaient pendant ce temps les infirmiers, le personnel paramédical des urgences ? Pourquoi les brancardiers n'étaient-ils pas devant le portail pour prendre en charge les malades ? Autant de questions restées sans réponses.

Nous arrivons enfin au fond du hall. Là, dans la salle qui fait face au cabinet du médecin, quatre brancards sont alignés. Trois sont occupés par des malades en soins et sous perfusion, le quatrième est vide.

A l'intérieur, tandis que deux infirmières s'affairaient à bander une femme blessée et assise sur une chaise, deux autres infirmières se querellaient alors qu'une troisième tentait de les raisonner.

Au milieu de cette cacophonie, nous avons demandé à plusieurs reprises à ces infirmières de nous indiquer le cabinet du médecin, vainement. A la fin, l'une d'elles a daigné nous indiquer le cabinet.

A côté de la porte de la salle censée abriter le médecin, il y avait un banc de trois places occupé. Un père, qui avait sa petite fille sur ses jambes, a dû laisser la place pour mon compagnon toujours souffrant. A quelques mètres de là, le petit garçon avec un abcès était affalé sur le sol. Près d'une demi-heure s'est écoulée et le bureau du

médecin est toujours fermé. Nous décidons de taper fort pour voir de quoi il en retournait.

Sans résultat. Nous interpellons une infirmière qui s'approchait et qui voulait, elle aussi, y entrer. Vainement. Nous l'interpellons : «Etes-vous sûre que le médecin est à l'intérieur ?» «Je ne sais pas mais je crois qu'il est parti casser la croûte», dira-elle. Il était 14h26. Nous décidons d'appeler le directeur de l'hôpital pour lui faire part de cette anarchie. Celui-ci était à Alger mais il assure qu'il contacterait son intérim pour régler les choses.

La porte du bureau du médecin est enfin ouverte. A l'intérieur, il y avait un gendarme qui s'était introduit à partir d'une porte mitoyenne, en train de se faire cacheter des documents portant sur les accidents survenus dans la matinée et qui ayant coûté la vie à quatre personnes et fait plusieurs blessés.

Après la sortie du gendarme, j'introduis mon malade à l'intérieur et là, surprise, le jeune homme qui était derrière le bureau en compagnie d'une jeune fille m'apprend que le médecin n'est pas là mais de l'autre côte du corridor, c'est-à-dire à l'entrée. Incroyable !

Nous rebroussons chemin tant bien que mal et mon malade commençait à pleurer. Il souffrait tellement et personne n'est venu à son secours.

Sur le chemin du retour, soit plus d'une demi-heure après, je rencontre les mêmes infirmières en train de discuter dans un coin. Elles nous ont fait signe de

la main pour nous dire que le médecin est dans la salle d'à côté. Devant ladite salle où est censé être le médecin, deux autres femmes, debout à attendre avec leurs petits garçons. Donc, à supposer que le médecin est là, nous devions attendre notre tour.

Je regardais mon compagnon et je le trouvais plus que jamais souffrant. Dans cette salle de soins et contrairement à la première, il n'y avait pas de bancs.

Les seuls bancs étaient situés à l'entrée du hall principal, mais il faisait si un froid et mon malade, qui venait d'être opéré, ne pouvait pas supporter le froid. J'ai décidé de rester debout devant la salle de soins à attendre le médecin. Celui-ci, qui avait un malade à l'intérieur, venait de sortir sans dire un mot pour partir on ne sait où.

Quelques minutes après, je me suis adressé au surveillant général. Je hurlais en demandant si vraiment il y avait un responsable dans cet hôpital. Ne sachant quoi répondre, il s'en va chercher ce fameux médecin...

Pendant toutes ces minutes, le directeur à qui nous avons téléphoné multipliait les appels pour alerter les responsables sur place.

Je me suis présenté aux urgences à 13 heures 45 minutes et il était exactement 14 heures 55 minutes quand j'ai décidé de partir, alors qu'aucun soin n'a été prodigué à mon malade opéré il y a quinze jours.

J'ai fait part de ma désolation et de mon amertume au directeur quant à ce qui se passe au niveau des

urgences de l'hôpital de Bouira qu'il dirige.

Quelques minutes plus tard, il me téléphona pour me dire que le directeur adjoint ainsi qu'un médecin et un chirurgien nous attendaient pour examiner mon malade et le prendre en charge.

Je lui répondis que si je l'avais interpellé ce n'était pas pour demander une faveur pour mon malade mais pour que cesse cette anarchie qui règne dans son établissement.

Nous lui avons rappelé combien la présence des brancardiers devant le portail était souhaitable pour prendre en charge les malades ; combien était souhaitable la présence d'infirmières au niveau du hall pour orienter immédiatement les malades et décider qui devrait être examiné par le médecin en premier.

Le directeur, qui nous affirmait que nous avions tout à fait raison, faisait remarquer que le personnel devait être sûrement fatigué après une matinée mouvementée due à plusieurs accidents de la circulation qui ont coûté la vie à quatre personnes.

Nous lui avons rétorqué que ce n'était pas une raison de laisser des malades livrés à eux-mêmes.

Après cette mésaventure, nous avons opté, malgré l'insistance du directeur, pour un cabinet privé. Mais tous ceux que nous avons laissés au niveau du service des urgences ne pouvaient pas se permettre notre choix. Alors, combien de temps encore la situation va perdurer ?

Y. Y.

ANNABA : DEVANT LE LAXISME DES RESPONSABLES CONCERNÉS

Risque d'effondrement d'un bâtiment à Sidi Amar

Dans une requête adressée au wali, des citoyens habitant l'immeuble A1 de la cité du 1^{er}-Mai sise à Sidi Amar (Annaba) sollicitent son intervention auprès des services concernés pour une prise en charge urgente de leur bâtiment qui risque de s'effondrer si aucune mesure n'est prise.

La requête, signée par les vingt locataires dudit bâtiment dont une copie a été remise au *Soir d'Algérie*, explique cette situation par l'altération des parois rongées par l'action conjuguée des eaux usées et des acides qui y stagnent à longueur d'année au niveau des vides sanitaires, source, par ailleurs, de prolifération de rongeurs et de moustiques.

A cela s'ajoute, aux dires des locataires, la présence d'un câble électrique de moyenne tension noyé dans ces eaux mettant en danger leurs vies et celles de leurs familles. Les quelques interventions effectuées par les agents de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI) se sont limitées à vidanger ces caves sans plus, alors que cette situa-

tion requiert des travaux de réfection de l'étanchéité, source d'infiltration des eaux, du renouvellement des tubes en PVC détériorés et du confortement des murs de l'immeuble.

«Devant cet état de fait et pour marquer notre bonne volonté, malgré nos ressources limitées (16 locataires sur les 20 sont des retraités), nous avons entamé à notre propre compte quelques travaux ayant coûté près de 200 000 dinars».

Ils ont concerné l'aménagement des accès aux caves, l'entretien de l'éclairage, la peinture de la cage d'escalier, la prise en charge de la femme de ménage

pour l'entretien de l'immeuble, l'installation d'un portail d'entrée... Depuis sa promotion en collectivité locale, l'APC de Sidi Amar, dont relève cette cité, n'a pris aucune initiative allant dans le sens de l'amélioration de l'environnement immédiat des locataires par de simples opérations qui auraient pu rendre moins morne la vie des habitants, par la création d'aires de jeux pour les enfants, la réfection de l'éclairage public, des trottoirs, impraticables après les chutes de pluie, soulignent les plaignants.

Parmi les autres préoccupations des cosignataires de la requête, il y a

lieu de noter l'absence de bacs à ordures et leur ramassage puis leur rejet dans le stade, transformé à l'occasion en décharge sauvage, attirant pour la circonstance ovins, bovins et autres chiens errants à la recherche de nourriture. Il y a également le problème que pose l'ancien lycée menaçant ruine et transformé présentement en lieu de débauche, les coupures intempestives d'eau et l'installation partielle des compteurs d'eau.

A ce sujet, il convient de signaler l'entame, ces dernières semaines seulement, des travaux des deux châteaux d'eau, pourtant inscrits au programme

depuis l'année 1989.

De même que le marché couvert, réceptionné au début de l'année en cours, n'est toujours pas ouvert au public, après 22 ans de travaux ! «Forts de notre attachement au développement de notre pays et au bien-être de ses citoyens, nous ne cesserons de dénoncer le laxisme et l'immobilisme de certains responsables en charge des affaires du citoyen, comme nous ne manquerons pas d'apporter notre soutien à tous ceux qui œuvreront pour améliorer les conditions de vie de celui-ci», affirment en conclusion les auteurs de la requête.

Ali Bouacha